
Vivre avec le capitalisme

Living with capitalism

Philippe J. Bernard

*Communication
présentée au colloque
« L'utopie d'un
capitalisme stabilisé »,
Paris, 28 mai 2002.*

QUELQUES TRAITs DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE

La période qui vient de s'écouler présente quelques caractéristiques sur lesquelles on tend à s'accorder.

1. En liaison avec un progrès technologique rapide, *la croissance* de la productivité et de la production totale aux Etats-Unis a été élevée au cours des années 90. Il en est allé de même dans une bonne partie du reste du monde, mais avec un certain nombre d'accidents, ainsi qu'en Europe à la fin de la décennie, quoique de façon moins accusée.

2. Depuis le début des années 70, l'inégalité des revenus s'est accrue de façon marquée, en particulier aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, quels que soient les indicateurs retenus.¹ Sur le continent européen, cette inégalité a pris la forme moins d'une baisse relative ou absolue des salaires les plus faibles que d'un accroissement du chômage des personnes les moins qualifiées – ce qui finalement est peu différent. Par suite de la croissance de la productivité et des échanges internationaux (la “mondialisation”), l'emploi industriel, comme de longue date l'emploi agricole, tend à diminuer dans les pays les plus développés. Des emplois salariés bien payés sont souvent remplacés par des emplois précaires moins qualifiés et moins bien payés, tandis que s'accroissent les revenus et le pouvoir d'un secteur financier en expansion et que,

*Recebido em:
Aceito em:*

¹ Aux Etats-Unis, de 1983 à 1995, la fortune des 1% les plus riches a augmenté de 17%, pendant que celle du ménage médian baissait de 11%. Lester Thurow. *Building Wealth*. 1999. L'écart entre les revenus des 10% les plus riches et des 10% les plus pauvres s'est considérablement accru. De 1983 à 1997, 1% des ménages ont bénéficié de 87% des gains enregistrés à Wall Street. Eric Izraelewicz. *Le capitalisme zinzin*, 1999.

de façon générale, augmente l'écart entre les revenus des pays les plus riches et des plus pauvres.

3. En dépit de l'expansion générale – ou en liaison avec elle – les accidents de conjoncture sont aujourd'hui nombreux et accusés. Ces dernières années, une grande partie du monde (Mexique, Asie du Sud-Est, Japon, Russie, Brésil, Turquie, Argentine, etc.), a été ou reste victime de *crises monétaires et économiques* majeures et parfois violentes. A leur tour, l'Amérique du Nord et l'Europe ont été frappés par ce "retour de l'économie de la dépression".²

4. Le résultat de ces mouvements est que, quels que soient ses succès et l'absence désormais de tout système alternatif, de *violentes critiques* se font aujourd'hui entendre à l'encontre du système existant – le capitalisme, sous son aspect financier en particulier, et la mondialisation qui l'accompagne. Des "mouvements sociaux et des regroupements d'intellectuels"³ s'opposent au "consensus de Washington" et aux méfaits attribués au libéralisme. Le jugement de commentateurs pressés qui, au tournant des années 90, avaient cru pouvoir proclamer non seulement qu'un des côtés avait gagné la guerre froide, mais aussi que l'histoire était finie, paraît aujourd'hui bien téméraire.

Deux remarques, allant dans des sens différents, viennent compléter ce tableau.

L'une est que ce n'est pas d'aujourd'hui que le système capitaliste est contesté. Remarquable en revanche est sa capacité à rebondir, à tirer parti tout en les récusant des critiques formulées à son endroit.

Au milieu du XIXe siècle, et à nouveau au cours de la seconde moitié du XXe, le défi du socialisme a été peu à peu surmonté sans concession majeure, simplement par la reconnaissance à chacun des acteurs de la part lui revenant selon les règles du jeu. Le défi des monopoles a trouvé sa réponse dans les législations anti-trusts et la lutte contre les excès de la concentration. Le défi de l'excès d'épargne et des déséquilibres de sous-emploi a engendré les politiques de soutien de la demande et des investissements suivies par tous les gouvernements. Enfin les pollutions liées à la non-prise en compte des conséquences externes de l'activité des agents sont progressivement corrigées par l'appel à une meilleure comptabilité écologique et technique.

L'autre remarque est le contraste frappant entre deux formes de capitalisme.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

2 Paul Krugman. *The return of Depression Economics*. 1998.

3 Robert Boyer. "Le bel avenir de la régulation". *Alternatives économiques*. n° hors série. "Le libéralisme" 1er trimestre 2002.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

La première, propre aux Etats-Unis, mais en développement rapide ailleurs, se caractérise par la déréglementation et l’explosion de nouvelles technologies financées souvent directement par le marché sans passer par le guichet d’institutions. La déréglementation, liée à la mondialisation, a été suivie du recul du pouvoir syndical et des droits sociaux, d’une chute de l’emploi industriel et souvent de baisse des salaires.

La seconde a la forme “managériale” présente aux Etats-Unis dans les années 50 et 60, que l’on peut assimiler à celle existant il y a peu ailleurs sous le type appelé “rhéna” par Michel Albert.⁴ Dans la dernière de ces formes, même si le fait était loin d’être toujours reconnu à l’époque, les intérêts des divers partenaires sociaux se voyaient de mieux en mieux respectés. Ainsi Adolf Berle pouvait-il attribuer à la grande entreprise le rôle d’assumer la “conscience” de la société, affirmant que, “pour la première fois dans l’histoire humaine”, ce siècle était en mesure de conduire à une assez exaltante “utopie économique”;⁵ et J.K. Galbraith soutenir que la grande entreprise, une fois l’âge de maturité atteint, tendait à se mettre comme l’Etat au service des buts sociaux de tous.⁶

Les Européens, et avec eux bien des observateurs, y compris américains, tendent à juger régressive l’évolution actuelle. Ils ont néanmoins à reconnaître sa force et sa nécessité : la “flexibilité” continue à progresser. On parle de l’oubli de la démocratie politique, on soutient que le principe une action égale une voix ne vaut pas celui de un homme une voix. Le capitalisme rhéna, avec ses participations croisées entre banques et grandes entreprises, n’avait sans doute rien de démocratique, mais il laissait place à un pouvoir compensateur qui a disparu dans la nouvelle économie – même si celle-ci peut se dire fondée sur la liberté des décisions non seulement du producteur et du consommateur, mais aussi de l’épargnant et du chercheur.

Ainsi l’évolution récente fait apparaître des traits contradictoires, suscitant le besoin de comprendre les forces à l’œuvre. Le capitalisme est-il animé d’une logique à accepter ou récuser en bloc, comme tendent à le soutenir tant ses partisans que ses adversaires les plus résolus? Ou peut-il prendre des formes variées, comme le suggère l’observation, est-il donc amendable en fonction des reproches qui lui sont faits? Dans le but de répondre à ces questions en faisant apparaître

4 Michel Albert. *Capitalisme contre capitalisme*. 1991.

5 Adolf Berle. *The 20th Century Capitalist Revolution*. 1954.

6 John Kenneth Galbraith. *Le nouvel Etat industriel*. 1967. Voir aussi R. Dahl et C. Lindblom. *Politics, Economics and Welfare*, 1953.

le dynamisme de ses transformations, deux pistes seront successivement suivies.

LA DYNAMIQUE DU CAPITALISME SELON SCHUMPETER

Une première approche va consister à reprendre un livre toujours fréquemment cité, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, de Joseph Schumpeter (1942). Sa thèse est que le système capitaliste, apte à de grandes performances, est appelé à disparaître pour être remplacé par le socialisme, dont les difficultés ne sont nullement cachées et même longuement détaillées. Car ce n'est pas l'échec économique qui fera disparaître le capitalisme, mais bien plutôt son succès qui mine les institutions sociales le protégeant.⁷

“A travers une série de vicissitudes, dont la sévérité est proportionnelle à la rapidité des progrès réalisés”, l'évolution capitaliste améliore en effet progressivement le niveau d'existence des masses, si bien qu'aux Etats-Unis, “la meilleure partie de l'œuvre capitaliste pourrait, dès à présent, être réalisée sans imposer une tension excessive au système”. Toutefois, ces performances visent à maximiser non le bien-être, mais le profit. “La société bourgeoise a été coulée dans un moule purement économique”. Des gains impressionnants, jetés en pâture à une faible minorité de gagnants, impriment une impulsion beaucoup plus puissante que ne l'aurait fait une répartition plus égalitaire et plus juste. La faillite menaçant ou engloutissant plus d'un homme capable, ce risque immanent tient en haleine tous les entrepreneurs, et le système capitaliste enchaîne effectivement la classe bourgeoise à sa tâche, sélectionnant également les individus et les familles appelées à accéder à cette classe et à en être exclus (p. 145-153).

Il ne s'ensuit pas pour autant que soit démontré le théorème classique selon lequel l'industrie concurrentielle tend à maximiser la satisfaction des besoins. Ce principe est une banalité, un truisme revenant à définir l'action rationnelle, il admet toute une série d'exceptions et s'applique à un équilibre statique alors que “la réalité capitaliste consiste essentiellement dans un processus de changement”. La théorie contemporaine sur ce point n'est qu'un “château de cartes” (p. 156-157).

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

⁷ Joseph Schumpeter. *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Edition française, Payot, 1951, deuxième partie, “Le capitalisme peut-il survivre ?”, p. 138-270.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

Le chapitre VII est intitulé *Le processus de destruction créatrice* – une formule qui a fait fortune. L'impulsion fondamentale est donnée par les nouveaux objets de consommation, méthodes de production et de transport, marchés et types d'organisation industrielle que crée l'initiative capitaliste. La structure économique est constamment révolutionnée par des poussées successives se traduisant en un processus continu d'innovations, de destruction des éléments vieilliss et de création d'éléments neufs.

Il n'est pas exact de dire que l'efficacité du capitalisme soit à court terme et sacrifie les intérêts futurs des personnes et des nations. Sans s'opposer aux analyses de la concurrence imparfaite ou monopolistique apparues quelques années plus tôt ni à la réglementation des ententes par l'Etat, Schumpeter montre l'inexistence d'un âge d'or de la concurrence parfaite auquel aurait succédé l'âge du monopole. Au milieu de "l'ouragan perpétuel" qu'est la marche du capitalisme, les pratiques couramment incriminées (politiques de prix abusives, restrictions de production, etc.) seraient "de simples incidents, souvent inévitables, qui encouragent, bien loin de le freiner, le processus d'expansion à long terme". Les restrictions commerciales du type cartel peuvent "en cas de dépression se traduire en fin ce compte par une expansion, non seulement plus régulière, mais aussi plus forte" (p. 171-175).

Le déclin à attendre résulte de facteurs beaucoup moins économiques que sociologiques. Certes, s'il y avait disparition ou diminution des occasions d'investissement dues à des circonstances appelées à ne pas se renouveler (la suppression d'entraves anciennes à l'action des entrepreneurs, l'absence de guerres majeures jusqu'à 1914, la croissance démographique, l'ouverture des "pays neufs"), les profits et les taux d'intérêt pourraient converger vers zéro, les couches de la bourgeoisie qui en vivent tendre à disparaître, et la gestion de l'industrie devenir partie de la bureaucratie. Les besoins pourraient aussi se voir satisfaits de façon si complète qu'ils n'évolueraient plus, il pourrait y avoir épuisement des possibilités techniques, apparition de nouveaux procédés moins gourmands en capital, ou des occasions d'investissement mieux adaptées aux initiatives publiques qu'aux initiatives privées. A toutes ces affirmations, cependant, il est répondu par la négative. La vision d'un état stationnaire est dépourvue de toute portée, et l'on peut "faire confiance à l'aptitude du système capitaliste à découvrir ou à créer des chances nouvelles, puisqu'il est précisément organisé pour cette fin" (p. 209-214).

En revanche, ce qui risque de se produire et de conduire au "crépuscule de la fonction d'entrepreneur" est une "mécanisation

du progrès” susceptible d’affecter l’initiative individuelle et la société capitaliste. Le rôle de l’entrepreneur consiste à réformer ou à révolutionner la routine de production en exploitant une invention ou une possibilité technique inédite. Or cette fonction est en voie de perdre son importance, “car l’innovation elle-même est en voie d’être ramenée à une routine. Le progrès technique devient toujours davantage l’affaire d’équipes de spécialistes entraînés travaillant sur commande”. L’initiative capitaliste tendant par ses réussites mêmes à automatiser les progrès, “nous concluons qu’elle tend à se rendre elle-même superflue” (p. 228-231).

Après avoir détruit le cadre institutionnel de la société féodale qui le protégeait, le système capitaliste mine son propre support. La silhouette du propriétaire, et avec elle l’œil du maître disparaissent. Le capitalisme finit par être entouré “d’une hostilité presque universelle”, car il a pour effet d’éduquer et de subventionner des professionnels de l’agitation sociale. En butte à l’hostilité, “les entrepreneurs et les capitalistes finissent par cesser de remplir leurs fonctions”. L’évolution économique rend moins nécessaire l’accumulation du capital de consommation. Les revenus dépassant un certain niveau deviennent moins désirables, en l’absence du besoin ancien de répondre aux exigences d’un train de vie “seigneurial”. Le dernier tableau est celui d’un *homo oeconomicus* cessant d’obéir à l’éthique capitaliste qui enjoignait de travailler pour l’avenir, que l’on fût ou non destiné à engranger soi-même la récolte. L’horizon de l’homme d’affaires se rétrécit, il acquiert une mentalité à court terme hostile à l’épargne, et la bourgeoisie, tout en éduquant ses propres ennemis, se laisse à son tour éduquer par eux et perd foi en sa propre doctrine (p. 260-268).

Que penser de ce tableau à la lumière de l’évolution intervenue?

On relèvera d’abord que Schumpeter ne croit pas aux dangers dont de divers côtés on a longtemps pensé que le capitalisme était menacé, à savoir la disparition des occasions d’investissement et la baisse tendancielle des taux de profit. Le système se révèle très à même de continuer à découvrir des occasions de profit.

On relèvera aussi qu’il est fait mention de deux facteurs susceptibles de contrecarrer le mouvement annoncé, l’aggravation de la crise, et la concurrence des autres. Or ils ont joué tous les deux. D’une part la guerre et les besoins de reconstruction ont donné à un effort pour s’en sortir la même urgence ou une urgence plus grande encore que ne l’aurait fait une aggravation de la crise. D’autre part, la concurrence des partenaires capitalistes, ou des adversaires socialistes, a été un stimulant puissant. Un répit, provisoire ou définitif, a été donné au capitalisme. Il est

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

aujourd'hui délivré de la contestation du socialisme – mais ce pourrait bien n'être pas un avantage.

En revanche, une des observations faites n'apparaît pas justifiée. Il n'y a eu et n'y a aujourd'hui encore nul automatisme, nulle routine du progrès faisant disparaître la fonction de l'entrepreneur. Le progrès scientifique et technologique, la découverte de nouveaux modes de consommation et leur exploitation par des innovateurs sont une suite de hasards et de périodes plus ou moins propices, mais aussi d'efforts répétés et réfléchis. Ceux qui sont les acteurs et les bénéficiaires du système jugent avoir des raisons de se défendre, et ils ne s'en privent pas.

Le décalage entre la situation du grand nombre et ce que les réalisations obtenues devraient permettre d'espérer reste présent. Comme déjà Stuart Mill ou Marx, Schumpeter l'explique en disant que le système capitaliste n'est pas fait pour cette fin, mais pour le profit. Certes, sans qu'il y ait coïncidence, le mécanisme du système conduit à un résultat approché. A pleine maturité, le résultat pourrait même être meilleur si n'étaient prises, dès que des difficultés se présentent, "des mesures d'inspiration anti-capitaliste" (p. 149). Ce qui laisse ouverte la question – utopie ou illusion? – des moyens pouvant mettre fin à ce décalage sans détruire le système. Car si le capitalisme actuel est plus policé que celui de "l'individualisme farouche" du temps des grands trusts, il exerce toujours sur ses acteurs une contrainte très forte.

LE BESOIN RÉCURRENT DE RELANCE ET D'ÉQUILIBRE

Comment rendre compte des péripéties variées de l'histoire économique contemporaine, et notamment du mouvement qui a vu se créer aux Etats-Unis "des inégalités croissantes et des salaires réels en baisse" représentant nous dit-on, une rupture du "contrat social implicite" établi après la deuxième guerre mondiale entre les entreprises et leur personnel qualifié afin de les attacher?⁸

L'hypothèse de travail adoptée ici est que sous ses diverses formes, et sa forme présente en particulier, le capitalisme est soumis à des tensions telles qu'il a un besoin permanent de relance et de nouveauté, y compris en matière d'organisation sociale et institutionnelle. Le progrès technique lui-même, qu'il soit vu comme

8 Lester P. Thurow. *The Future of Capitalism*. 1996, Ch. 13 et 14.

un processus constant, ou comme intervenant par “paquets” (“clusters”), comme il est reconnu habituellement, ne peut suffire à l’expliquer. L’exploration de cette hypothèse sera tentée dans les domaines à la fois de la théorie et de l’expérience historique.

La recherche de son avantage par l’entrepreneur face à une situation menacée

La théorie économique néo-classique – celle de Walras, Jevons ou Karl Menger et de leurs continuateurs – enseigne que dans la situation d’équilibre concurrentiel à long terme, le revenu de chaque facteur est égal à sa productivité marginale, et que les profits sont de zéro.⁹ Cette situation correspond à l’optimisation de l’utilisation des divers facteurs de production.

Bien entendu, cette situation n’est jamais atteinte, et si elle l’était de façon autre que temporaire, le système cesserait de fonctionner. Les profits dont il est question n’incluent pas la rémunération de la fonction de gestion pour laquelle des provisions peuvent être prévues, ils correspondent au risque couru par le propriétaire ou actionnaire, que même aujourd’hui, avec des produits financiers adaptés à tous types de situation, aucune assurance ne peut couvrir. Pour l’entrepreneur et pour l’ensemble de l’économie, la situation d’équilibre de la théorie, si elle était atteinte, serait une situation de crise et de déséquilibre dont il importe de sortir.

La théorie fait ainsi apercevoir que lorsqu’une situation de concurrence parfaite est atteinte, l’entrepreneur est en position menacée, et qu’il tendra à en sortir par une innovation lui donnant au moins temporairement un avantage compétitif. Il en va de même dans la situation de concurrence monopolistique où se trouve chaque producteur ou commerçant sur son secteur ou rayon de chalandise, grâce à la variété des produits offerts, à la concurrence des qualités et à son effort de vente. C’est pourquoi chacun a sans cesse à procéder à une modernisation et une innovation lui redonnant un avantage et contribuant par le même effet à améliorer les performances du système.

Chaque entrepreneur cherche à s’arracher à une situation toujours menacée et à retrouver des profits en créant de la “valeur” pour l’actionnaire, comme il est dit dans le jargon

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

⁹ Voir par exemple Mark Blaug. *Economic Theory in Retrospect*. 1985 (4^{ème} édition), Ch. 11, section “The theory of profit”, p. 458.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

d'aujourd'hui.¹⁰ Le monde des affaires d'un secteur, d'un pays, voire de l'ensemble du globe, passe par des périodes où il paraît tout entier menacé. C'est ainsi que l'histoire contemporaine peut être vue comme une série d'efforts, individuels et collectifs, pour surmonter des risques et relancer l'économie. La situation à laquelle il s'agit de faire face tourne autour des problèmes de vente et de financement. Comment écouler la production nouvelle résultant du processus de modernisation? Comment financer les efforts de recherche, d'investissement et de promotion requis tout en restant concurrentiel? Les solutions qui vont être évoquées ont pu paraître inattendues, hétérodoxes ou avoir pris place dans un milieu hostile. Elles ont néanmoins à être prises en considération pour autant qu'elles dessinent un modèle ou défi possible.

Une réponse de l'économie planifiée aux problèmes de financement?

L'économie planifiée à la soviétique a pu un temps apparaître comme un modèle à étudier. Le financement des investissements des entreprises y était assuré pour l'essentiel gratuitement à l'entreprise, principalement par le budget de l'Etat à travers la banque centrale (Gosbank), et n'entrait pas dans le calcul des prix de revient. Ainsi était évitée la tendance à l'inflation menaçante dans un système où des profits ont à être faits pour pouvoir être réinvestis. Il pouvait même y avoir baisse de prix des objets de consommation vendus au public anticipant la croissance à attendre de la productivité.

Cette situation était intéressante à étudier pour une économie comme celle de l'Europe occidentale dans les années d'après-guerre où le financement des investissements contribuait à entretenir l'inflation. La situation n'était pas fondamentalement différente aux Etats-Unis, mieux protégés toutefois par leur avance technique et l'abondance des sources de financement.

Mais l'intérêt de cette façon de faire, si l'on pouvait être tenté de la suivre, s'est rapidement découvert largement illusoire. Les quelques baisses de prix d'objets de consommation intervenues en URSS entre 1947 et 1954 n'ont pas été renouvelées. Le financement des investissements par l'Etat avait pour contrepartie un important prélèvement sur la consommation, et l'insuffisance des biens de consommation en regard des moyens de paiement distribués voulait

¹⁰ La "création de valeur" est devenue depuis quelques années le leit-motiv de la plupart des analystes et de beaucoup d'économistes. Cf. L.P. Thurow. *Building Wealth*, op. cit.

dire qu'il y avait situation d'inflation, résorbée à plusieurs reprises à l'époque par une confiscation pure et simple des épargnes accumulées. Par ailleurs, petit à petit, la part que devait financer elle-même l'entreprise s'est trouvée accrue.¹¹

Le financement des expansions japonaise et française

Pendant plusieurs décennies, le Japon a pu connaître une expansion extraordinaire qui en a fait en peu de temps la deuxième économie mondiale. Une des particularités du développement industriel du Japon pendant toute cette période a été l'importance du concours des banques au financement des investissements. Un rapport de 1972 notait que la part supportée par le capital des entreprises n'était que d'environ 25% – une proportion bien plus faible que dans les autres pays industriels. Justifiée par le besoin des entreprises d'investir rapidement dans les conditions d'une croissance exceptionnelle, cette situation était décrite comme ne correspondant pas à une activité entrepreneuriale saine.¹² Elle s'est cependant poursuivie longtemps, facilitée par l'importance des débouchés ouverts à des produits japonais de bonne qualité vendus à bas prix, et par la frugalité à l'époque de la main d'œuvre japonaise portant son épargne dans les banques et institutions spécialisées.

Cependant, tout a une fin. Lorsque des ralentissements sont apparus sur les marchés étrangers, en un temps où s'accroissait la consommation des ménages japonais, la position de nombre d'entreprises, à commencer par les sous-traitants des grandes firmes, et celle du système financier les soutenant se sont révélées très aventurées. Au cours des années 90, une crise sérieuse des banques dont les bilans sont obérés de mauvaises et très mauvaises créances s'est installée au Japon, et n'est toujours pas finie.

A la situation du Japon on peut, toutes proportions gardées, assimiler dans une certaine mesure celle de la France pendant les années fastes d'après-guerre, quoique les conséquences n'en aient pas été du tout les mêmes. Au cours des "trente glorieuses", les ressources disponibles pour financer la croissance de l'économie restaient très insuffisantes. La planification souple à la française est passée un moment pour un modèle que de nombreuses missions

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

11 Philippe J. Bernard. "Dynamique de la croissance dans une économie capitaliste et dans une économie planifiée". Communication au Congrès international de Recherche Opérationnelle, Aix-en-Provence, 1960. Reprise dans *Les cahiers du monde russe et soviétique*, avril 1961, dans *Destin de la planification soviétique*. Les Editions ouvrières, 1963, et dans *Planning in the Soviet Union*. Pergamon Press/Macmillan, 1966.

12 *La politique industrielle du Japon*. OCDE, Paris, 1972.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

étrangères sont venues étudier. Le rendement global des investissements n’y était-il pas quelque peu meilleur qu’ailleurs? Une bonne partie du financement des investissements était alors soutenue par un “Fonds de développement économique et social” qui était une écriture du Trésor.

Mais les finances publiques ayant été alors presque constamment déficitaires, cela voulait dire que le financement des investissements était source d’une inflation qui n’a jamais pu être complètement arrêtée. Sans doute l’inflation est-elle pour un temps un moyen commode de stimuler une économie. Mais pour être efficace, le rythme doit en être croissant, un déséquilibre extérieur se crée, et le résultat final n’est pas bon.

Le financement de l’économie dominante par le jeu d’un déficit extérieur

Un procédé qui a tenu une grande place dans les années 60 pour aider au financement des investissements a été, aux Etats-Unis, le déficit de la balance des paiements. Le dollar étant monnaie de réserve pour un grand nombre de pays, il n’y avait pas nécessité de rembourser en or les déficits puis à y mettre fin, comme les autres pays y étaient contraints. Ou du moins, il n’y avait nécessité que dans une mesure limitée, lorsque des pays comme la France du général de Gaulle, inspiré par son conseiller Jacques Rueff, tentaient d’exiger un tel remboursement pour leurs avoirs. Or la facilité donnée aux Etats-Unis était un stimulant pour leur économie, et par là même pour l’économie mondiale – au prix d’une inflation également mondiale.

Cette situation s’étant révélée intenable, le Président Nixon suspendit le 15 août 1971 la convertibilité en or du dollar, et les changes devinrent flottants conduisant, le choc pétrolier aidant, à une inflation mondiale de grande ampleur. Cependant, les changes flottants ne mirent pas fin à la situation antérieure. Compensé par les placements des particuliers et des systèmes monétaires des autres pays gardant confiance dans l’économie américaine, le déficit des paiements américains et la faiblesse de l’épargne intérieure se sont poursuivis jusqu’à aujourd’hui. Le bol d’air donné à l’économie est important, l’attention à l’équilibre imposée aux autres pays pouvant ici être négligée (“benign neglect”). Ce système, compensé par les investissements à l’étranger des entreprises puis des fonds de pension américains, fonctionne et continue à le faire. Mais il est aussi, potentiellement, un danger.

La nouvelle économie

L'arrivée aux affaires du Président Reagan – soutenu en Grande Bretagne par le gouvernement de Margaret Thatcher – et le retour en force d'idées économiques orthodoxes a été l'occasion aux Etats-Unis d'un changement de grande ampleur. La prolongation de la crise économique mondiale et la survenue de l'état de "stagflation" (combinaison de stagnation et d'inflation), que l'analyse keynésienne avait du mal à expliquer, favorisa une remise en cause générale. Les étapes en furent la vogue des théories monétaristes de Milton Friedman et de l'école de Chicago, puis l'abolition de beaucoup des mesures adoptées au temps de Roosevelt et de l'après-guerre qui s'étaient révélées très favorables à la situation du pays et de ses alliés.

La "dérégulation", comme on a appelé cette abolition, a été accompagnée, d'une part d'une baisse sensible des impôts et d'un effort juridique pour mieux protéger l'innovation technologique, ainsi que d'un effort sur le plan international pour que se poursuive la libération des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux. Elle a été accompagnée de l'explosion des nouvelles technologies (information, génétique, etc.) ainsi que des techniques financières qui en ont été l'accompagnement. Les entreprises n'ont plus besoin de bénéfices rapides pour investir, il leur suffit, de par leur avance technique ou autrement, d'inspirer confiance pour voir leur cours en bourse monter et les épargnants affluer. Cette façon de faire permet la stabilité ou la baisse des prix, en débarrassant au besoin les entrepreneurs de leurs concurrents ou en les mettant à leur niveau. Elle donne au tissu économique une souplesse dont il était dépourvu antérieurement. La société n'est plus ou est moins hiérarchisée qu'auparavant, elle est "en réseaux". Cette évolution n'a pas été spontanée, les décisions des gouvernements y ont apporté une contribution essentielle.¹³ Volontairement ou pas, la plupart des autres gouvernements ont du emboîter le pas.

Deux questions se posent à propos de cette révolution des méthodes: ont-elles donné réponse aux difficultés antérieures, et ont-elles eu d'un point de vue général, un résultat positif? A ces deux questions, il est difficile de ne pas répondre positivement, du

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

13 "L'économie globale n'a pas été créée par les marchés, mais par l'interaction entre les marchés et les gouvernements et les institutions financières internationales agissant au nom des marchés – ou de la notion de ce que les marchés devaient être". Manuel Castells. *The rise of the Network Society*, 2^{ème} édition, 2000, traduction française *La société en réseaux*, 1997. Mais les décisions prises ont souvent reflété la crainte des pénalisations encourues par ceux qui ne suivraient pas le mouvement.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p.17-45, 2006.

moins pour un certain temps. Les Etats-Unis, que l'on pouvait croire en passe d'être rattrapés par les économies dynamiques du Japon, de l'Allemagne et d'autres pays, en même temps qu'ayant à faire face à la contestation diplomatique et militaire soviétique, ont repris aujourd'hui un avantage sur tous les tableaux. Aujourd'hui, l'ensemble des pays du monde ne peuvent que suivre de plus ou moins près leur exemple.

Mais on a vu aussi le prix dont cet avantage est payé. Déclin d'une bonne partie de l'appareil industriel, baisse des salaires, disparition du tissu d'activités d'une bonne partie du pays, en particulier des petites villes qui ne sont pas situées dans l'orbite d'une grande métropole dynamique, et opposition de plus en plus marquée entre segments antagonistes de la population.¹⁴ Si l'on se réfère à des critères classiques comme l'optimum de Pareto – une situation est préférable à une autre s'il lui correspond un accroissement des revenus et si nul ne voit le sien diminuer – l'économie américaine des vingt-cinq dernières années n'a manifestement pas évolué dans ce sens.

LE BESOIN PRÉSENT D'UNE NOUVELLE VISION SOCIALE

La pensée économique et ses faiblesses

Les œuvres des premiers économistes, jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle, étaient marquées de considérations sociologiques et politiques sur la façon dont la "science nouvelle" (titre d'un ouvrage

14 Depuis longtemps, les Etats-Unis connaissent un degré élevé d'incarcération, mais le nombre des prisonniers et le taux d'incarcération ont continué à croître même après que la criminalité ait commencé à baisser au cours des années 90. Largement privatisées, les prisons sont devenues des complexes industriels. A une époque où "près de la moitié de la jeune population masculine qui a abandonné l'école secondaire sans la terminer n'a pas d'emploi, même aujourd'hui au sommet de l'expansion de la présidence Clinton", et où il "n'y a pas d'effort concerté pour fournir du travail à la population qui n'a pas encore été mise en prison", elles sont devenues un lieu de travail intensif. Même s'il est reconnu que le travail en situation d'incarcération a l'avantage de réduire le récidivisme et d'accroître les chances d'obtenir ailleurs un emploi, il reste qu'aucun effort n'est fait pour réhabiliter ou rééduquer les prisonniers. L'article qui donne ces informations, et juge nécessaire un programme public d'emploi permettant l'embauche "de tous ceux qui seraient prêts, désireux et capables de travailler" conclut par l'affirmation que l'expérience américaine d'emprisonnement des deux derniers siècles "sera peut-être vue un jour comme une déviation de la méthode traditionnelle occidentale de la justice" et comme "une faillite colossale". L. Randall Wray. "A new Economic Reality. Penal Keynesianism". *Challenge. The Magazine of Economic Affairs*. Septembre-octobre 2000. Le terme de keynésianisme renvoie au mot de Keynes pour qui l'enfouissement d'or ou de billets de banque que l'initiative privée extraierait stimulerait l'investissement et l'emploi. Le comité consultatif de la revue inclut quelques économistes célèbres (K.J. Arrow, A. Hirschmann, M. Olson, P. Samuelson, R. Solow etc.).

de Dupont de Nemours en 1772) allait marquer le sort de l'humanité et de ses différentes classes sociales. Les conclusions de nombre d'entre eux (Malthus, Ricardo) étaient plutôt pessimistes, l'économie politique était la "science triste", mais la préoccupation sociale était présente derrière ces jugements. L'analyse marginaliste ou néo-classique qui lui a succédé est une théorie de la prise de décision où coûts et avantages sont posés de façon précise. Mais dans sa recherche de régularités de comportement ressemblant à des lois, elle a eu tendance à oublier les caractéristiques des sociétés dans lesquelles apparaissaient ces régularités.

L'œuvre de Keynes, et le "consensus keynésien" sur lequel ont vécu tous les gouvernements jusqu'au début des années 1970, ne discutent pas les mécanismes de formation des prix étudiés par Léon Walras ou Alfred Marshall. Mais elle prend un point de départ différent, la détermination du revenu national. L'interaction des utilités et des coûts marginaux qui déterminent les prix sur les différents marchés est remplacée "par l'interaction des flux de l'épargne et de l'investissement nationaux qui déterminent le niveau de la production nationale et de l'emploi". Ce changement de perspective signifie qu'à la conception du comportement centrée sur l'individu se substitue une conception centrée sur le groupe. La conception selon laquelle l'action humaine est déduite de configurations présentes dans tous les psychés "est remplacée par une conception où l'action économique met au grand jour des normes sociales pour lesquelles on ne dispose d'aucune explication semblable à une loi".¹⁵

Dans la vision keynésienne, la croissance et la stabilité de l'économie exigent une intervention de l'Etat. Une réponse peut être ainsi donnée aux préoccupations sociales auxquelles la première économie politique ne savait comment faire face. L'apparition de la nouvelle économie au cours des années 70 et 80 (théories monétaristes, et des anticipations rationnelles) eut l'effet, au moins dans les cercles universitaires orientés vers la théorie, de mettre à bas un édifice qui se révélait inapte à rendre compte de la persistance des tendances inflationnistes et de la "stagflation". La politique économique, budgétaire ou monétaire, est désormais tenue pour inefficace, nul intervenant ne peut battre le marché. Cependant, "la caractéristique immédiate la plus apparente de l'époque qui s'est écoulée depuis le déclin du keynésianisme est la dissonance et le désarroi qui ont succédé à l'unité et à la stabilité de

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

15 Robert Heilbroner et William Milberg. *The Crisis of Vision in Modern Economic Thought*. 1995 (*La pensée économique en crise*. Economica, 1998).

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

la situation classique précédente”. Aucune possibilité n’apparaît de sortir de cette situation, en raison en particulier de “l’organisation rigide et hiérarchique de la profession des économistes”.¹⁶

La pensée économique actuelle apparaît ainsi à la fois d’une grande sophistication dans ses méthodes et mal adaptée aux problèmes du jour. On peut en voir un signe dans l’état des librairies spécialisées, en France ou dans les pays de langue anglaise. Il existe des rayons étendus de management, d’informatique, de finance et comptabilité, etc. mais presque rien, en dehors de quelques manuels, sous la seule rubrique “économie”. Seules émergent encore les rubriques “histoire économique”, ou celle d’“essais” d’ordre plutôt politique.

Libéralisme économique et libéralisme politique

Notre temps est un temps de libéralisme. Le *credo* y est que, compte tenu des déterminations s’exerçant sur lui, chacun cherche à s’affirmer, à s’accomplir, à être libre et reconnu comme tel. La société dans son ensemble reconnaît la légitimité de cette aspiration. L’organisation politique, celle de l’économie, l’état des mœurs, la vie culturelle reflètent la force de ce principe.

Des deux premiers aspects, en y a-t-il un qui vient en tête et lequel? Une réponse peut être donnée sous forme de proposition : *le libéralisme économique – ou capitalisme – est une formation subordonnée du libéralisme politique*. A ce propos, notons qu’une révolution conceptuelle a été nécessaire pour que la vie économique apparaisse comme une fraction distincte de la vie sociale et politique.

Que cette proposition ne soit pas toujours admise ressort par exemple du discours inaugural du Président George Bush Sr en janvier 1989, dans lequel celui-ci présentait comme facteurs d’un monde plus juste et prospère “la liberté des marchés, la liberté d’expression et des élections libres”. Le Canadien J.R. Saul, qui rapporte ce propos, s’élève vigoureusement contre l’ordre dans lequel sont présentés ces facteurs.¹⁷

Sans doute l’application de l’un de ces libéralismes va-t-elle à terme rarement sans l’autre. L’Athènes démocratique était une cité marchande. Il a pu arriver que l’on réclame la liberté du commerce – Vauban et Boisguillebert au début du XVIIIe siècle en France – à une époque où il était encore difficile de réclamer la liberté

¹⁶ Ibid.

¹⁷ John Raulston Saul. *The unconscious civilization*. 1995.

politique. Vanter les effets du “doux commerce” était une sorte de substitut.¹⁸ On relève aussi que la Chine contemporaine, qui a libéralisé économiquement sans libéraliser politiquement, a apparemment mieux réussi que l’Union soviétique, qui a voulu faire l’inverse. Mais ce décalage même fait comprendre que la libéralisation politique est un phénomène plus fondamental et reposant sur un changement plus complet des mentalités.

Bien des analystes ont souligné que le libéralisme était, historiquement et logiquement, une doctrine politique et philosophique avant d’être une doctrine économique.¹⁹ Les anthropologues et les historiens ont montré que les échanges de marchandises et de services ne prennent place qu’entre groupes ayant déjà établi des relations, et le “commerce silencieux” entre peuples différents dont l’image traîne dans les vieux manuels d’économie politique n’est qu’une fable. Le libre échange ne s’est pas imposé de lui-même, il a été voulu – même si, une fois lancé, le mouvement aura sa logique propre, comme l’a montré la libération des mouvements de capitaux des années 90. Les essais d’acclimater une économie de marché dans des pays peu démocratiques ont en général abouti à des catastrophes – corruption, mafias, évasion de capitaux – et souvent à un vrai recul.

Il est frappant aussi que les pays en pointe dans la diffusion des valeurs et attitudes libérales (tolérance, comportements de grande liberté personnelle, respect des droits), à savoir les pays scandinaves,²⁰ soient aussi ceux où les entreprises et l’économie sont prospères et où en même temps la protection sociale est la mieux assurée (si l’on juge par l’importance des prélèvements sociaux). Ces pays sont parmi les plus à l’aise dans le développement des nouvelles technologies, la découverte de nouveaux styles de consommation,²¹ l’attention aux questions d’environnement et le souci des exigences éthiques.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p.17-45, 2006.

18 Ce commerce en fait n’a jamais été doux. L’Athènes du Ve siècle avant J.C., l’Angleterre des XVIII et XIXe siècles et les Etats-Unis contemporains commercent avec des clients et colonies plus ou moins étroitement contrôlés.

19 Cf. quelques unes des contributions au numéro hors série du mensuel *Alternatives économiques*. “Le libéralisme”. n. 51, 1^{er} trimestre 2002, op. cit.

20 Cf. les résultats d’une enquête mondiale sur les valeurs. Ronald F. Inglehart. “Choc des civilisations ou modernisation culturelle du monde ? *Le débat*. Mai-août 1999.

21 Un économiste danois a parlé de “l’économie du rêve”, faite de ce qui peut paraître futile, mais qui répond aux exigences de la vie d’aujourd’hui et se modèle sur les aspirations que des entrepreneurs avisés viseront à satisfaire. Rolf Jensen. *The Dream Society. How the coming Shift from Information to Imagination will transform your Business*. 1999. Après les sociétés de cueillette et de chasse, les sociétés agricoles et les sociétés industrielles, aujourd’hui remplacées par la société de communication, se profilerait la “société du rêve” dont les produits ne répondraient plus à la logique des besoins et du mieux-vivre mais à ce que commande notre sensibilité et imagination.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

Quelques remarques peuvent être tirées de ces premières observations.

– L'idée d'un autre système reste présente, mais la formule en reste inconnue. L'échec *des* socialismes est d'abord l'échec politique de groupes hiérarchisés maintenant à force leur emprise une fois leur pouvoir assuré. A la base, cependant, il s'agit d'un échec économique: un système où l'on s'occupe d'*ajouter* aux structures existantes n'égale pas celui où la dictature des profits impose une perpétuelle *destruction* créatrice.²²

– Le libéralisme politique est la vision de notre temps, et il continue à se développer dans de multiples directions. Dans bien des pays, dont le nôtre, la liberté politique n'est encore à peu près assurée qu'au sommet, et la capacité des citoyens de diriger les affaires communes au niveau local reste insuffisante. En témoignant la faiblesse des régions périphériques face à celles qui les bordent au delà des frontières, et la difficulté d'actions nouvelles face à l'enchevêtrement des responsabilités. La poursuite de la décentralisation stimulera les initiatives. Les réticences cachent souvent des intérêts de type corporatiste.

– La liberté de tous risque d'être mal assurée si chacun est laissé à lui-même. Aussi apparaît-il légitime de fonder une protection sociale sur des prélèvements publics, à condition d'éviter les mesures systématiquement anti-capitalistes. Là où le libéralisme politique est solidement implanté, comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, il est difficile de ne pas tenir pour un épisode le souci d'abolir ou réduire autant que possible les mesures de protection sociale. Un changement devrait s'y produire lorsqu'il sera politiquement moins urgent de chercher la croissance de la productivité et des profits que de garder le système en équilibre.

– Y a-t-il aujourd'hui échange inégal, et répartition inéquitable des profits des transactions? On tient généralement pour justifié le soutien accordé dans les pays développés aux produits agricoles en raison de la faible élasticité de la demande par rapport à la production et de la concurrence des pays à faible protection sociale. Le même jugement s'applique aux "plans sociaux" adoptés de nos jours en cas de ralentissement ou de cessation d'une activité industrielle. Mais ce soutien signifie que certaines activités qui prospèrent, et que l'on tient pour légitimes, telles les transactions financières internationales, bénéficient en regard d'un avantage. Dès lors elles peuvent parfaitement faire l'objet d'une taxation

²² La Chine industrielle du Nord-Est (ex Mandchourie), montrée avec ostentation au visiteur de 1975 (mais où l'on fabriquait des modèles Dodge 1942), serait aujourd'hui dans un état de crise économique et sociale.

spécifique, à condition que celle-ci soit acceptée de tous et ne constitue pas une pénalité dissuasive. On a montré que les dernières innovations financières rendaient un service, mais que la globalisation rend probable des crises financières, risque de faire des perdants et de détruire les solidarités objectives à l'intérieur d'un pays. D'où le besoin d'un renforcement des contrôles interétatiques, de nouvelles règles de gestion,²³ et de mécanismes compensateurs comme le soutien à l'éducation, à la formation continue, à la recherche et au développement.

– On stigmatise volontiers l'insuffisance démocratique de constructions comme l'Union européenne ou des organisations internationales dotées de pouvoir de décision. Voulues par des gouvernements démocratiques, elles les aident à échapper aux pressions auxquelles ils sont exposés, et ainsi paradoxalement à rester fidèles à leur mandat. Avec le pouvoir arbitral de Cours internationales, d'autorités de régulation et d'organismes de résolution des conflits, elles contribuent à un monde mieux intégré. Le réseau devrait s'en compléter dans d'autres domaines, tels l'environnement, la sécurité sanitaire et la prévention de la criminalité financière.²⁴

– L'intégration économique régionale, par continent ou sous-continent, dont l'Union européenne offre le modèle, se recommande dans d'autres parties du monde. Même s'il y a peu à attendre de la coopération directe de pays aux faibles revenus, cette intégration aiderait les gouvernements et agents locaux à échapper aux fortes pressions inhibitrices s'exerçant sur eux. Leur offrant des relais culturellement plus proches, elle leur permettrait également de bénéficier de concours techniques et financiers moins éloignés que ceux venant des grands centres mondiaux.

– Il est de mode aujourd'hui de parler de "gouvernance" ou, dans les termes des auteurs français, de "régulation". Le contenu n'en est pas toujours précis. Par gouvernance, on a voulu, au niveau mondial, faire référence à la déclaration universelle des droits de l'homme, à la création d'un futur désirable où soient respectées les aspirations individuelles et sociales, et à l'utilisation de possibilités techniques nouvelles.²⁵ La régulation, "mode d'ajustement des variables économiques associées à un ensemble de formes institutionnelles", fait plus nettement appel à des variables sociales et culturelles et à l'idée qu'il ne saurait y avoir de forme unique des

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

23 Pierre-Noël Giraud. *Le commerce des promesses. Petit traité sur la finance moderne*. 2001.

24 Élie Cohen. *L'ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation*. 2001.

25 OCDE. *La gouvernance au XXIe siècle*. 2001.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

capitalismes.²⁶ L'un et l'autre terme impliquent qu'à côté du jeu de libres agents sur les marchés s'exercent des influences sociales et culturelles et la volonté politique : "la gouvernance est une forme de partage du pouvoir".²⁷

– Les systèmes, pour terminer sur une note politique, peuvent se corrompre, et c'est là où la vigilance doit s'exercer. Athènes était une démocratie impérialiste, et la révolte de ses colonies a fait sa perte. L'attachement de nombre d'acteurs aux formes performantes du capitalisme ne doit pas faire oublier le fondement social et politique du souci de liberté.

L'ESSENCE DU CAPITALISME

La discussion précédente a rappelé que ce qui est appelé capitalisme (ou libéralisme économique) est un système dont l'orientation est donnée par la recherche par chacun de son propre avantage, qu'il produise et travaille, consomme ou épargne. Elle a aussi montré que ce système n'existe pleinement que là où règne le libéralisme politique, c'est-à-dire où est reconnue la légitimité de l'affirmation de la personnalité et de la liberté individuelle.

La question initiale était de savoir s'il peut y avoir plusieurs formes de capitalisme et s'il est amendable sans pour autant disparaître ou fonctionner dans de mauvaises conditions. A cette question, la proposition que le libéralisme économique est *une formation subordonnée* du libéralisme politique apporte une réponse. En effet, le libéralisme politique ne peut s'exprimer de façon mathématiquement simple comme le capitalisme dans la version qu'en donne l'école néo-classique depuis Léon Walras. Le premier, et par suite aussi le second, demandent la présence d'institutions telles que la Justice faisant respecter les droits de l'homme, la Démocratie réglant l'exercice de la souveraineté, et l'Etat assurant la sécurité des contrats; un bon fonctionnement suppose aussi que les hommes dépassent le stade de l'anarchisme libertaire et agissent vis-à-vis les uns des autres avec une certaine confiance et honnêteté. Or les institutions en cause sont susceptibles de formes et de comportements variables selon les temps et les lieux.

26 Robert Boyer et Pierre-François Souyri (dir.). *Mondialisation et régulations. Europe et Japon face à la singularité américaine*. 2001. Voir aussi R. Boyer et Y. Saillard. *Théorie de la régulation*. 1995.

27 Cf. la contribution du Canadien Gilles Paquet "Nouvelle gouvernance, subsidiarité et stratégie étatique". *La gouvernance au XXIe siècle*. Op. cit.

Il s'ensuit, et l'observation peut en être répétée partout, que sont dans une situation fragile les pays où prospère le capitalisme mais où le libéralisme politique est mal respecté (libertés personnelles mal assurées, nombreux cas de corruption). Mais il s'ensuit aussi que les pays où les institutions démocratiques et le capitalisme fonctionnent à peu près correctement mais où ce dernier, sur une longue période, aboutit à une inégalité croissante, ne sauraient être considérés comme réalisant pleinement les objectifs de la révolution des sociétés modernes. L'accent mis sur les avantages que chacun attend du fonctionnement de la machine sociale implique en effet une société en progrès sur les différents plans auxquels chacun peut s'intéresser. Telle devrait être l'ambition d'un plein libéralisme économique.

Les liens entre les deux libéralismes sont évidents, mais la nature de leurs rapports n'est pas toujours claire. Le point de départ historique de la révolution moderne, la source de son développement est d'ordre philosophique et politique. A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, nombreux ont été ceux qui ont pensé que lorsque les travers des sociétés anciennes auraient été corrigés et les droits de l'homme proclamés et effectivement respectés, les gouvernements pourraient être abolis. Dans les termes saint-simoniens, le gouvernement des personnes serait remplacé par l'administration des choses. La marche de la société serait réglée par des arrangements librement conclus entre les hommes, celle-ci devenant ce que nous appelons aujourd'hui une société de marché. C'est ce qui a permis à Pierre Rosanvallon, citant les écrits notamment de Thomas Paine (*Common cause*, 1776, et *Rights of man*, 1791) et de William Godwin (*Enquiry concerning political justice*, 1793) de parler d'une vision dominant l'histoire contemporaine, et qu'il a appelée le *Capitalisme utopique*.²⁸

Godwin, qui comme son contemporain Condorcet est optimiste pour l'avenir de l'humanité, est surtout connu pour sa dénonciation de l'Etat (Gide et Rist dans leur classique *Histoire des doctrines économiques* citent son affirmation "tout gouvernement, même le meilleur, est un mal"). Dans cette présentation, l'adjectif utopique est employé dans le sens d'illusion naïve ou dangereuse, et non dans celui d'aspirations partagées orientant les jugements utilisé ici. La vision sous-jacente de transparence sociale que les socialistes reprendront à leur compte est comprise comme susceptible de conduire à des

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

²⁸ Pierre Rosanvallon. *Le capitalisme utopique. Critique de l'idéologie économique*. 1979. Ce livre a été réédité dernièrement sous un autre titre.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

déviations totalitaires. Elle aboutit en effet au refus du politique, à l'attribution à l'Etat et au gouvernement d'un rôle minimum, et en même temps à la critique de toute structure sociale autonome. Tout état initial à partir duquel fonctionne une économie de marché, toujours marqué par une situation de pouvoir antérieure, se verra ainsi justifié.²⁹ Un dogme est érigé, qui se retrouve dans l'affirmation contemporaine selon laquelle le capitalisme est un système "naturel". Dans les faits, le libéralisme, politique ou économique, a été institué. En particulier, chaque étape de la dérégulation et de la mondialisation contemporaines a été voulue par des acteurs et des gouvernements en position dominante, et acceptée par ceux qui craignaient d'être marginalisés s'ils ne suivaient pas le mouvement.

Ceux qui ont eu le plus clairement une vision positive des avantages de la société de marché et de concurrence n'ont pas manqué d'en signaler eux-mêmes les risques. Notant que dans une ville, et même dans l'ensemble d'un territoire lorsqu'il n'y avait plus de terre disponible, chaque parcelle de terrain représentait un monopole, Walras demandait la nationalisation du sol. "Les terres sont de droit naturel la propriété de l'Etat", écrit-il dans les *Etudes d'économie sociale*, rejoignant la longue liste des auteurs qui ont affirmé le droit de chaque homme à la terre et à l'existence. Kenneth Arrow et Gérard Debreu qui, dans les années 50, ont repris la démonstration du théorème de l'allocation optimum des ressources dans les conditions de la libre concurrence, n'ont pas omis de rappeler les conditions requises pour que l'on puisse parler de concurrence parfaite: transparence de l'information, atomicité, homogénéité des produits, parfaite mobilité des facteurs, libre accès au marché,³⁰ ce qui impose bien sûr une attention publique pour que l'on puisse en approcher.

L'essence du capitalisme, le noyau des caractéristiques permettant d'en reconnaître la présence, a affaire à la place de la propriété. Il s'agit du droit de chacun de posséder les fruits de son travail et des terres dont on a été le premier occupant ou que l'on a acquises d'un autre ayant sur elles des droits légitimes. Il s'agit aussi de la légitimité du contrat de travail par lequel un propriétaire achète à l'avance les fruits du travail d'un autre. Cette légitimité est affirmée par John Locke dans son *Second Traité sur le Gouvernement* (1690), s'opposant bien sûr aux thèses apparues au cours de la première

29 C'est là l'objection qui peut être faite à des théories comme celle, souvent citée, de R. Nozick, *Anarchy, State and Utopia*. 1974.

30 D'après le résumé donné par Jacques Généreux. *Les vraies lois de l'économie*. 2001.

révolution anglaise et soutenues en particulier par les *Levellers* et les *Diggers* qui appelaient à une société égalitaire.³¹

Rousseau, et bien d'autres avant ou après lui, n'avaient pas tort lorsqu'ils voyaient dans la propriété le fondement de tous les crimes et injustices du monde. S'il n'y est pas mis obstacle, la disparité entre les possédants et les autres tend à se perpétuer et même à se renforcer. Mais n'ont pas tort non plus tous ceux pour qui la société libérale fondée sur la propriété représente le seul "Ordre" possible et le seul qui derrière la variété des systèmes politiques et des croyances a existé historiquement.³² Et l'expérience montre aussi que la volonté de détruire le capitalisme animant beaucoup de ceux que choquent ses conséquences tend à conduire au goulag.

L'existence du capitalisme amène ainsi à vivre dans la contradiction, et elle en impose en même temps l'acceptation. D'un côté en effet, le capitalisme reste ce système dont l'efficacité est bien connue et dont la force tient à la construction logique dont il est l'expression. Mais d'un autre, il tend à prévenir la pleine atteinte des objectifs du libéralisme politique auquel il est historiquement subordonné, et pour cette raison demande à être encadré.

Cependant, quelques observations doivent encore être ajoutées. D'abord, la propriété dans le sens classique d'un droit sur les choses n'est peut-être plus le phénomène fondamental. L'important, selon le terme de Jeremy Rifkin, est d'avoir "accès" à des ressources, le droit de les utiliser, et éventuellement de pouvoir céder ce droit en le détaillant à d'autres, de détenir en d'autres termes un "portail" ou l'équivalent.³³ Quelques unes des plus grandes firmes capitalistes d'aujourd'hui n'ont presque plus de propriétés dans le sens classique – ni en même temps d'employés salariés – mais seulement des droits sur un type de produit et de ressources qu'elles ont contribué à créer. En ce sens, la définition marxiste "l'appropriation privée des moyens de production" n'a plus qu'un sens limité, puisque à peu près tout type de ressource peut donner lieu à un droit négociable sans être pour autant une propriété.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

31 Les *Levellers*, sous la plume en particulier de John Lilburne, qui fut condamné par le Parlement en 1649, voulaient instaurer moins un ordre théocratique qu'une société égalitaire. Ils refusaient en particulier le paiement des rentes. Nous nous considérons tous, disait Winstanley, un *Digger*, "comme des égaux en la création", et aussi longtemps que nous admettons des propriétaires et des locataires, nous "deshonorons l'œuvre de la création". Cité par Jean Delumeau. *Mille ans de Bonheur. Une histoire du Paradis*. tome II. 1995. Ch. XIII à XV. Cf. aussi Blandine Kriegel. *L'utopie démocratique*. Conférence aux *Rencontres sur l'utopie*, 29 février 2000. David Hume. *Histoire d'Angleterre*. Traduction Campenon. 1834, t. 5.

32 Cf. en particulier Jacques Rueff. *L'ordre social*. Deux volumes. 1945. Friedrich Hayek *Law, Legislation and Liberty*. 1982.

33 DJeremy Rifkin. *The Age of Access. The new culture of Hypercapitalism where all of life is a paid-for experience*. 2000. Traduction française 2002.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

D'autre part, si l'on prend au sérieux l'affirmation que le capitalisme est une *formation subordonnée* du libéralisme politique, "l'utopie capitaliste" évoquée plus haut prend un autre sens – quoiqu'il ne s'agisse pas exactement celui qu'invoquent ses thuriféraires actuels. Le capitalisme, correctement encadré de garde-fous, peut être un moyen pour une société d'individus visant à réaliser leurs propres fins de s'approcher effectivement de celles-ci.

Avant de conclure, il reste à essayer de mieux comprendre les facteurs de la croissance récente des inégalités, et les raisons des désappointements de tous ceux qui, au cours des dernières décennies, ont mis des espoirs dans les moyens de connaissance et d'action aujourd'hui disponibles.

LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ET DE L'INÉGALITÉ

Il importe sans doute moins de décrire les imperfections de notre société et leur inévitabilité que d'en saisir les déterminants, et ainsi d'être éventuellement à même de les pallier. En particulier, il y a lieu aujourd'hui de savoir comment s'est manifesté l'accroissement des inégalités des temps derniers.

Dans les sociétés primitives, selon l'idée que nous nous en faisons, il peut très bien n'y avoir pas de croissance économique, les structures se reproduisant à l'identique. La production (aliments, et objets usuels), permet l'autoconsommation, ainsi que quelques échanges limités. Le travail a pour but la conservation de chaque unité familiale ainsi que de la communauté villageoise ou tribale. L'investissement, lorsqu'il y en a, sert à la production d'objets rituels ou de décoration pouvant éventuellement être utilisés, comme l'ont montré les travaux des anthropologues, comme supports de l'échange. Après des catastrophes (guerres, feu, inondations, tremblements de terre, sécheresse, épuisement du sol), les structures reprennent peu à peu l'état antérieur. S'il y a croissance de la population, et tant qu'il y a des terres et des pâturages disponibles – ce qui peut provoquer des conflits – les mêmes structures sont appelées à se reproduire et s'étendre sans trop de changement.

Dans les sociétés modernes, c'est-à-dire capitalistes – et toutes les sociétés où existent des échanges marchands le sont plus ou moins, même celles qui se sont dites socialistes – des changements peuvent bien davantage intervenir. La croissance économique, c'est-à-dire l'obtention d'une production totale – par habitant ou par surface de

terre – allant s’accroissant, est un accompagnement habituel du capitalisme, sauf pour quelques périodes de récession plus ou moins profonde selon les temps et les secteurs. Marx rendait au début du *Manifeste communiste* un vibrant hommage à la bourgeoisie pour la transformation économique accomplie, sa critique portant sur l’impossibilité de sa poursuite. L’analyse de Schumpeter et l’observation contemporaine confirment s’il en était besoin la réalité de cette croissance, mais aussi des problèmes rencontrés.

Dans l’ensemble du monde, les 25 dernières années ont été une période contrastée. Relativement faible en moyenne, la croissance a été très forte dans certaines zones pendant une bonne partie de la période (d’abord Japon et Asie du Sud-Est, puis USA), longtemps languissante dans certaines autres, et même négative, au total ou par habitant, dans certains cas (ex-URSS et Afrique au sud du Sahara). En revanche, comme noté plus haut, et en contraste avec l’époque précédente, l’inégalité ne s’est pas réduite et s’est même fortement accrue à peu près partout.

Cette période a été un temps de mondialisation et de forte innovation technologique, alors qu’à la fin des “trente glorieuses” cette dernière semble avoir connu un ralentissement. Aussi des efforts ont-ils été faits dernièrement pour mieux préciser les effets de cette innovation, en particulier sur l’inégalité, qui se révèle historiquement toujours croissante.³⁴

Une première observation est pour rappeler que si l’innovation est essentielle, l’accumulation du capital, longtemps tenue par les économistes de diverses obédiences comme le facteur majeur du dynamisme économique, ne doit pas être négligée pour autant. En général, on peut tenir l’accumulation du capital et l’innovation – cette combinaison nouvelle des facteurs de production, selon le Schumpeter de 1912 dans la *Théorie du développement économique* – comme des processus complémentaires.³⁵

La période d’après-guerre a été un temps d’abaissement généralisé des barrières commerciales et d’intensification des échanges de toutes sortes, la mondialisation ayant affecté les

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

34 En 1990 le revenu par habitant du pays le plus riche était 4500 fois celui du plus pauvre, en 1870, il ne l’était que 900 fois, et vers 1750, on estime que le revenu des pays les plus riches d’Europe occidentale n’était que de 30% plus élevé que ceux des parties les plus aisées de la Chine ou de l’Inde. R. E. Baldwin, Ph. Martin et G.I.P. Ottaviano. “Global Income Divergence, Trade and Industrialization : the Geography of Growth Take-off”. *Journal of Economic Growth*. March 2001. Une observation analogue était faite par Daniel Cohen. “Tests of the “Convergence Hypothesis”: some further results”. *Journal of Economic Growth*. September 1996.

35 P. Howitt et Ph. Aghion. “Capital Accumulation and Economic Growth as complementary factors in long-run Growth”. *Journal of Economic Growth*. June 1998.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

mouvements de biens et services et plus encore ceux de personnes et de flux financiers.

Or il y a des rapports entre les flux d'échanges et la diffusion des connaissances, aiguillon de la croissance. Les pays les plus pauvres tendent à s'entourer de murs de protection, qui permettent le maintien de méthodes de production qui ailleurs sont dépassées. Mais ces barrières ont l'effet de limiter les occasions de transferts de connaissances en leur faveur. Lorsqu'elle se produira, la libération des échanges, qui se révèle favorable entre pays développés, tendra par suite à accroître l'inégalité des revenus.³⁶

Un facteur important de la croissance des inégalités est la forte baisse relative de la demande pour des travailleurs n'ayant que de moindres capacités. La cause majeure en est les changements technologiques, qui ont eu l'effet de déprécier les connaissances liées à des techniques spécifiques davantage que celles associées à une éducation générale. Au cours des années 1840, des auteurs comme Proudhon et les socialistes de l'époque avaient beaucoup déploré la dépréciation des connaissances et des gains des travailleurs qualifiés propriétaires de leurs outils à laquelle conduisait le nouveau machinisme. Le problème actuel est quelque peu différent, puisque le besoin nouveau est moins d'une main d'œuvre banale que de travailleurs disposant d'une bonne qualification (en réalité, la demande de travailleurs peu qualifiés est toujours forte, mais elle est assurée, même au-delà des besoins, par des travailleurs venus d'autres continents, employés sur place, ou dans l'émigration; dans les régions où les travailleurs issus de l'émigration sont peu nombreux, une main d'œuvre banale est souvent difficile à trouver).

Par suite, les risques des travailleurs ne bénéficiant que d'une moindre éducation se sont accrus. Les travailleurs en sont conscients, et compte en est tenu dans les décisions prises par eux, ou en leur nom, en matière d'éducation et de formation.

En général, jusqu'à présent, les personnes dotées de capacités supérieures tendaient à s'investir dans des parcours scolaires d'une plus grande généralité, tandis que celles dont les capacités se révélaient moindres tendaient à s'investir dans des formations définies sur un plan technique plus étroit. Mais il est arrivé que les changements technologiques ont rendu obsolètes les savoir-faire spécifiques. Aussi les travailleurs les moins éduqués souffrent-ils davantage d'une dépréciation de leur capital humain. Les

36 D. Ben-David et M.B. Loewy. "Free Trade, Growth and Convergence". *Journal of Economic Growth*. June 1998.

recommandations s'en déduisant sont que les travailleurs doivent choisir de s'investir dans des capacités générales, telles que celles données par une éducation formelle (c'est-à-dire classique), ou dans des capacités d'une technique spécifique par la formation dans l'entreprise, susceptible de conduire à des adaptations plus rapides.³⁷ (Cette dernière observation aide à faire comprendre que si la formation professionnelle, telle qu'elle est donnée en France, a l'avantage de bénéficier aux divers degrés d'une certaine généralité, elle souffre aussi du handicap traditionnel de la faiblesse de la formation en entreprise).

Y a-t-il un intérêt général à favoriser la dépense en capital humain (c'est-à-dire en éducation et formation), et plus spécifiquement, y a-t-il un intérêt pour un groupe favorisé à dépenser davantage à ce titre en faveur d'un groupe défavorisé ? La réponse est positive si, par le fait de cette dépense supplémentaire, la productivité marginale du capital humain du second groupe s'accroît davantage que celle du premier. D'où peut résulter une propension volontaire (non-altruiste) à une redistribution de revenus en faveur des groupes défavorisés.³⁸

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

DÉSAPPOINTEMENTS ET ESPOIRS

Il est arrivé que des économistes, des administrateurs ou hommes politiques se déclarent déçus par les résultats de la croissance économique. Les maux sociaux, les mécontentements, l'inégalité subsistent, voire s'aggravent. Ainsi Pierre Massé, ancien commissaire au Plan, déclarait à la fin des années 70 n'avoir pas prévu que la croissance qu'il avait contribué à orchestrer n'ait pas donné davantage satisfaction. Tout récemment, un Premier Ministre en exercice, tout en se réjouissant d'avoir contribué à la diminution du chômage, déplorait de même, n'hésitant pas avec un certain courage à parler de sa naïveté, n'avoir pas en même temps vu diminuer la pauvreté, la délinquance, les conflits sociaux, etc.

Selon un économiste de la Banque mondiale, le revenu par tête des pays développés et celui des pays dits en développement ont augmenté entre 1960 et 1979 à un taux annuel de 2,5%. Mais entre 1980 et 1998, celui des premiers, encore qu'à un taux moindre, a continué à augmenter, tandis que celui des seconds n'a

37 E. D. Gould, O. Moav and B.A. Weinberg. "Precautionary demand for Education, Inequality and Technological Progress". *Journal of Economic Growth*. December 2001.

38 S. J Cooper. "A positive Theory of Income Redistribution". *Journal of Economic Growth*. June 1998.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

pas augmenté du tout.³⁹ Dans le même temps, conformément au “consensus de Washington”, ont été mieux respectées par la pays emprunteurs les conditions auxquelles depuis 1980 la Banque mondiale subordonne l’octroi de ses prêts: amélioration de l’organisation financière, réduction ou disparition de l’écart entre prix officiels et des marchés noirs ainsi que de la surévaluation des monnaies, effort d’éducation, réduction de la mortalité et de la natalité, développement des infrastructures. A ces divers titres, les progrès ont souvent été spectaculaires, cependant, la croissance annoncée par les études économétriques n’a pas suivi. Dans le même temps, l’inégalité à l’intérieur des pays s’est accrue (indice de Gini pour les pays de l’échantillon passant de 49 dans les années 60 à 41 dans les années 90).

Selon l’auteur de l’article, ces “décennies perdues” ne sauraient être imputées à de mauvaises politiques, celles suivies ayant été meilleures ou comparables aux précédentes. Auraient en revanche à être mis en cause le ralentissement de la croissance des pays développés, qui n’ont plus tenu le rôle de facteur d’entraînement joué précédemment, les hauts taux d’intérêt apparus en 1979, et dans les années 82-88 le presque assèchement des flux nets de capitaux. S’il y a eu période d’exception, ajoutet-il, il pourrait ne pas s’agir des deux dernières décennies, mais plutôt des années 60 et 70 qui ont vu se diffuser des techniques de production de masse ne demandant pas de capacités techniques élevées.⁴⁰

Dans la même revue (publiée aux Pays-Bas, et où les articles d’auteurs européens sont fréquents), une auteur suédoise définit la connaissance comme un ensemble d’idées, et les idées comme le produit métaphysique d’un processus de pensée emmagasiné dans au moins un cerveau humain. Est rappelée la définition de Thomas Kuhn (1962) selon laquelle l’évolution de la science est faite de longues périodes normales de “résolution de problèmes”, suivies de révolutions scientifiques (les “changements de paradigme”). Moteurs de la croissance économique à long terme, les vagues de connaissances, dont nous ne savons presque rien, seraient, comme

39 Indice non pondéré de 0,0%, l’indice pondéré augmentant de quelques décimales en raison du poids de la Chine et de l’Inde, et d’un peu davantage encore si l’on exclut les pays de l’ex-zone soviétique d’Europe et d’Asie, qui ont connu en bloc un recul.

40 W. Easterley. “The lost decades : Developing Countries Stagnation in spite of Policy Reforms 1980-98”. *Journal of Economic Growth*. June 2001. Dans un article ultérieur, le même auteur met en cause l’absence dans beaucoup de pays de ce qu’il appelle le “consensus des classes moyennes”, “situation nationale dans laquelle il n’y a ni fortes différences de classes ni différences ethniques”. W. Easterley. “The Middle-class Consensus and Economic Development?”. *Journal of Economic Growth*. December 2001.

la science des périodes “normales”, soumises à une loi des rendements décroissants. Ce qui laisse supposer que les problèmes encore mal perçus posés par la croissance économique soient aujourd’hui en attente d’un changement conceptuel.⁴¹

Un des piliers de la théorie moderne de la finance, supposé avoir révolutionné le fonctionnement des marchés financiers au cours du dernier quart de siècle, est l’hypothèse de l’efficacité des marchés. “Dans des marchés efficaces, les prix sont supposés refléter les valeurs fondamentales et incorporer toutes les informations disponibles”. Par suite, il ne devrait pas y avoir de bulles spéculatives, c’est-à-dire des prix allant au-delà de ce que toute explication économique raisonnable peut justifier. Or l’expérience montre l’inexactitude de cette théorie, au moins dans sa version extrême. Les bénéfices sur les marchés des investisseurs informés sont pris pour la démonstration de sa pertinence. Mais pour beaucoup d’économistes d’aujourd’hui, “une des faiblesses de la théorie est la supposition que les arbitrages auxquels procèdent ceux qui disposent d’informations vis-à-vis de ceux qui n’en disposent pas sont sans risque et sans coût”. Nombre d’épisodes récents en sont l’illustration.

Ces épisodes sont en particulier aux Etats-Unis l’affaire Enron – c’est-à-dire la découverte du caractère mensonger des résultats de certaines entreprises, permis par la complicité de firmes qui cumulent les rôles d’auditeurs des comptes et de conseillers des directions; la révélation que les options en actions offertes aux dirigeants des entreprises – supposées avoir pour avantage d’éviter les divergences d’intérêt entre dirigeants et actionnaires – ont pour résultat que les cours des actions “peuvent dévier substantiellement de leur valeur fondamentale”;⁴² et le besoin de secours étatiques pour éviter que la faillite de fonds spéculatifs conduise à un effondrement en chaîne du système.

Aujourd’hui incontournable, le capitalisme a besoin de réformes, mais lesquelles?

Tout d’abord, corriger des perversions comme celles qui viennent d’être signalées. Est-il exact que les premiers capitalistes et beaucoup de leurs successeurs aient été des hommes qu’animait le besoin d’une vie honnête et même ascétique, qui ont cherché à s’enrichir un peu comme on pratiquait une vertu et que les notions d’intérêt et de profit aient souvent été comprises comme la recherche d’un mérite ou même un devoir? Si tel est bien le cas, on

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p. 17-45, 2006.

41 Ola Olsson. “Knowledge as a set-in idea : an epistemological view on growth”. *Journal of Economic Growth*. September 2000.

42 “Capitalism and its troubles. A survey of international finance”. 28 p. *The Economist*. 18-24 May 2002.

BERNARD,
Philippe J.
Vivre avec le
capitalisme.
Mimesis,
Bauru,
v. 27, n. 1,
p.17-45, 2006.

comprend qu'un sérieux effort soit à accomplir pour réintroduire un sens plus rigoureux de l'honnêteté et du respect de la lettre comme de l'esprit des institutions et de la loi.

Cette nécessité s'applique aux pays au centre du système, où au cours des dernières années la "cupidité" (*greed*) est souvent apparue comme le seul fondement de la motivation d'acteurs et affairistes de tout grade, et où la base initialement religieuse du comportement du capitaliste est bien lointaine. Mais elle s'applique aussi aux autres – y compris à ceux du continent européen, où les mesures "anti-capitalistes" dont parlait Schumpeter restent nombreuses, où les décisions prises le sont parfois trop loin des intéressés ou par d'autres qu'eux, où l'indépendance de la justice n'est pas toujours parfaite et où, contrepartie d'une suspicion généralisée, le respect de la loi par les citoyens peut être à éclipses.

Mais il s'agit aussi de reconnaître les tendances continuelles du système à se déséquilibrer et à engendrer des conséquences néfastes socialement et même économiquement. Des secteurs entiers, en raison des particularités de la demande, ont besoin de soutien et d'organisation (c'est le cas de l'agriculture); quels que soient leurs avantages à long terme, l'ouverture du commerce et la libéralisation financière peuvent avoir localement et temporairement de sérieux inconvénients; l'organisation monétaire et financière ne fonctionne jamais si parfaitement qu'il n'y ait besoin d'une politique conjoncturelle; "l'externalisation" des coûts et avantages (comme en matière d'environnement), impose des mesures compensatoires; l'initiative en faveur de la recherche, de l'innovation, de l'éducation et de la formation n'est jamais telle qu'elle ne rende sans objet un soutien public; et enfin il paraît difficile sans une fiscalité appropriée de lutter efficacement contre les tendances au renforcement des inégalités. On peut vouloir un "Etat modeste", mais le capitalisme n'en a pas moins besoin d'être encadré.

